Zeitschrift: Domaine public
Herausgeber: Domaine public
Band: - (1980)
Heft: 530

Artikel: Demain: C'est déjà aujourd'hui : l'usage et la maîtrise des choses
Autor: Baier, Eric
DOI: https://doi.org/10.5169/seals-1022234

Nutzungsbedingungen
Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Mehr erfahren

Conditions d'utilisation
L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. En savoir plus

Terms of use
The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. Find out more

Download PDF: 11.12.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, https://www.e-periodica.ch

DEMAIN: C'EST DÉJÀ AUJOURD'HUI

L'usage et la maîtrise des choses

Les utopies et les perspectives imaginables en 1973, année charnière, puis le bilan de ces espoirs et de ces craintes six à sept ans plus tard: nous avons donc fait le point, à notre manière, à l'amorce de cette nouvelle décennie (cf. DP 528 et 529).
Prenons maintenant quelques points de repère pour cet avenir que chacun souhaite «meilleur»! Pour engager le débat (ces colonnes vous sont ouvertes, rappelons-le, dans les perspectives dégagées longuement ces deux dernières semaines), une réflexion sur la méthodologie elle-même que nous avons empruntée, une mise en question du fondement de notre examen. Faudra-t-il, au moins en partie, «corriger le tir»? A vous de juger.

Le vaste bilan économique des six dernières années publié dans DP accrédite l'idée que nous survivons dans un univers de chiffres où les données comptables ont une valeur de veau d'or. C'est une manière de «confesser» l'hégémonie des sciences économiques, en donnant ses lois pour la clef de tout changement. Cette hégémonie du tout ravale bien sûr la «conscience individuelle» au rang de figurante; et encore.

Beat Kappeler nous laisse entendre que l'individu isolé est pour peu de choses dans la mécanique des mouvements de l'histoire. Ce qu'il faut selon lui, c'est changer la mécanique elle-même («Systemänderung»), produire d'autres structures. L'individu isolé ne serait qu'un bouffon, un idéaliste dupé s'il se laisse convaincre par des sophistes de son pouvoir sur les choses.
Notre conviction ne va pas dans le même sens. Il nous semble que notre société est en train de revaloriser l'idée de révolte ou de résistance individuelle chère à la morale d'Albert Camus qui fait bien peu de cas du sens de l'Histoire. Tout en prenant appui dans le trésor des faits économiques développés dans ces derniers numéros, nous allons essayer de défendre une approche plus moraliste de la réalité.

LE LOBBY ET LES CONDUCTEURS

Exemple n° 1: l'automobile.
Nous avons déjà relevé que le parc automobile suisse a passé entre 1973 et 1980 de 1,8 à plus de 2,3 millions en 1980.
Que peut le consommateur devant la puissance organisée du lobby automobile en Suisse? Pas grand-chose en temps qu'individu, répond «grosso modo» Kappeler, qui constate que les importateurs d'automobiles, les garagistes, l'industrie des accessoires automobiles, les promoteurs de parkings engagent de très gros moyens dont la rentabilité dépend de l'extension continue du réseau routier et du parc automobile. Kappeler concentre donc toute son attention sur les possibilités de pression étatique visant à freiner cette extension. Or il existe précisément une imbrication étroite entre la prise de conscience individuelle et progressive, et l'action collective.
C'est ainsi que le 26 septembre 1974, 53 000 «idéalistes dupés» lancent l'initiative Albatros «contre la pollution de l'air par les véhicules à moteur». Et cette initiative parvient à drainer 40% des voix malgré une campagne incroyable organisée contre elle par le tout-puissant lobby automobile (TCS, 90 000 membres, ACS, 85 000 membres, et tous les importateurs réunis qui ont insufflé 800 000 francs dans la lutte). La Fédération routière suisse, organisation faîtière des

REÇU ET LU

L'œil de Furgler sur les anarchistes

Troisième livraison de la nouvelle série du journal fondé en 1900 par Luigi Bertoni et relancé en mai dernier par la Fédération libertaire des Montagnes (adresse utile: case postale 121, 2300 La Chaux-de-Fonds), «Le Réveil anarchiste» (voir DP 501, 25.5.79). Au sommaire, entre autres, trois pages signées Marianne Enckell, et consacrées au thème «anarchisme et autogestion»; à propos des élections fédérales, le rappel de quelques réflexions de Bakounine, publiées en 1870 («Les Ours de Berne et les Ours de Saint-Pétersbourg»); et des notes d'actualité, Fribourg, Genève, le congrès national de la FOBB.
Pour couronner le tout, un éditorial tout entier centré sur l'accueil officiel réservé au numéro 2 du «Réveil anarchiste» et en particulier à un texte intitulé «Sabotage nucléaire».
Un bilan accablant. Perquisitions au Locle et à La Chaux-de-Fonds — «municipalités ouvrières et villes à forte tradition socialiste», rappelle le «RA» — au domicile d'un des rédacteurs et dans les locaux de la Fédération libertaire des Montagnes.
«C'est à sept heures, la porte et les yeux entrouverts sur deux cartes d'identité certifiant le godillot, que notre camarade est invité à suivre deux messieurs au poste de police. Au nom de la loi, amen! Mandats d'amener en règle, mandats de perquisition tout ce qu'il y a de plus réguls. C'est-à-dire signés, seulement signés, tout le reste en blanc: nos perquisiteurs n'auront plus qu'à les remplir en mentionnant, ceci au gré de leur humeur, de leur inspiration, du temps qu'il fait et qu'on vit, les personnes et les lieux à perquisitionner! Pré-enquête, affirment-ils.»

utilisateurs de la route, s'est félicitée de l'échec de l'initiative Albatros, ajoutant qu'il fallait l'interpréter comme un encouragement significatif pour le trafic privé.
Malgré cet échec, la lutte continue contre l'extension insensée du réseau routier notamment à Genève et dans le canton de Zoug. Dans cet environnement, l'action individuelle est le pilotis sur lequel repose tout l'édifice de la lutte contre le lobby automobile.

ÉCOLE ET PUBLICITÉ FACE À FACE

Deuxième exemple: l'école.
Chacun connaît aujourd'hui la personnalité de Hans A. Pestalozzi, l'ancien directeur de l'Institut Duttweiler, licencié pour ses idées par trop «subversives» — de l'avis de la Migros s'entend, bien entendu! Faut-il rejeter ses appels répétés à la naissance d'un «consommateur critique» dans le grenier des «idéalistes dupés» (selon les mots de Kappeler que nous avons rapportés ici-même). Ecoutez-le interpeller les instituteurs en les exhortant à prendre une part active et subversive au processus éducatif qui préparera les enfants de demain à leur rôle de «consommateurs critiques». Nous citons:
«Les enfants de moins de quatorze ans gèrent aujourd'hui en Suisse un porte-feuille d'argent de poche de cinq millions de francs par mois. Vous pouvez vous imaginer ce que l'économie attend de ces consommateurs potentiels. Le chiffre d'affaires des jouets s'élève pour sa part à deux cents millions de francs par année. Le moment est venu pour vous, les maîtres d'école, de commencer l'éducation des consommateurs de demain, et cela vous ne pouvez le faire que par la tactique des petits pas.»
L'enjeu considérable que représente pour l'économie ce que le socialiste français Jacques Attali appelle le marché des «biens puérils», nous confirme encore que la maîtrise des choses passe par des choix individuels. Or, même s'ils sont manipulés par les efforts colossaux de la publicité, les choix individuels restent individuels, c'est-à-dire fondés sur la conscience morale de chaque être.

Raymond Aron affirme volontiers que l'histoire est un mouvement balancé entre le rôle évident des volontés humaines et les démentis non moins évidents que les événements leur infligent. A trop analyser les structures économiques, Beat Kappeler, dans sa démonstration, a un peu négligé l'individu.

Eric Baier

Motif: savoir s'il n'y aurait pas «incitation à la violence» dans l'article sus-cité du «Réveil anarchiste» «qui ne condamnait pas les sabotages effectués par certains antinucléaires et signés par la Fédération libertaire des Montagnes».

La rédaction note que «tout ne s'est pas passé simplement entre le procureur de la Confédération et celui de Neuchâtel, ce dernier estimant insuffisants les motifs invoqués pour justifier l'enquête et les perquisitions exigées». C'est néanmoins tout un climat d'espionnite aiguë qui est en cause: à La Chaux-de-Fonds, un fonctionnaire des postes n'aurait-il pas refusé d'ouvrir un compte de chèque postal pour «Le Réveil anarchiste», «prétendant qu'il devait s'en référer à la justice fédérale»?
Tentatives d'intimidation dans la droite ligne des propositions suggérées à l'origine par les juristes de la Couronne dans la perspective de la modification du Code pénal, sur lesquelles nous nous étions longuement exprimés dans ces colonnes et qui pour l'instant, dans leurs articles les plus inquiétants, n'ont pas rencontré l'adhésion pleine et entière des spécialistes du Conseil national.

Qui répondra aux interrogations du «Réveil anarchiste»: «Quoi? Pour un oui ou pour un non, sans bases légales sérieuses, on se met à enquêter, à perquisitionner tous azimuts? Par simple présomption, on se permet d'embarquer les gens, de retourner leurs chambres, de les retenir une demi-journée? Ces pratiques policières doivent tout de même bien signifier quelque chose? S'expliquer d'une manière ou d'une autre?».

Sur le fond, l'incident donne l'occasion au «RA» de s'expliquer nettement. Nous citons encore: «(...) En multipliant les interventions brutales, les passages à tabac, les actions arbitraires, le gouvernement provoque sciemment ses opposants et crée un sentiment d'insécurité dans le peuple. Ainsi le pouvoir construit de toutes pièces le climat d'intolérance et son corollaire chez les militants, un climat d'appréhension favorable à l'éclosion d'une marge minoritaire terroriste. C'est dire que nous ne croyons pas aujourd'hui à l'opportunité d'un quelconque activisme terroriste et que nous ne nous laisserons pas enfermer par les multiples provocations du pouvoir dans le ghetto des marginalités désespérées dans lequel le «Département de justice et police» tente de nous entraîner.»

Dont acte?

— A propos des crédits militaires, aujourd'hui très discutés dans certains milieux de la gauche et de l'extrême-gauche (initiative en vue), notons que «Le Monde — Dossiers et Documents» consacrait sa dernière publication à la «course aux armements» (janvier 1980, n° 67). Quatre pages qui donnent les bases d'une réflexion sur la question.

— Le dernier numéro de «Zomar», cette «revue trimestrielle de recherches et de synthèses éditée et distribuée de façon indépendante par une équipe multidisciplinaire», est tout entier consacré à «la difficulté d'être Suisse et Romand»; un dossier qui éclaircira certainement certains des aspects de ce problème très à la mode (adresse utile: case postale, 2501 Bienne).